

■ Analyse de textes comparés

Sujet : L'entreprise responsable

Question-pilote : Bien que motivée par de bonnes intentions, dans quelle mesure le souci de responsabilité de l'entreprise aujourd'hui masque-t-elle une certaine hypocrisie ?

TEXTE N° 1

La préoccupation éthique devient de plus en plus prégnante dans nos sociétés occidentales et s'exprime aussi bien dans les inquiétudes écologiques, la méfiance envers le tout technique, le souci des droits de l'homme, les questions posées au-delà de la qualité des produits sur la manière dont vivent ceux qui les produisent, la lutte contre les incivilités quotidiennes. Les frontières s'estompent et associations, ONG, sites internet facilitent la dénonciation des injustices et des totalitarismes, l'internationalisation du droit du travail et la recherche de solutions politiques pour une meilleure vie sur la planète.

Dans ce contexte, une nouvelle expression revient régulièrement depuis une dizaine d'années dans le discours économique et les médias français : l'éthique d'entreprise. C'est une des multiples et des plus récentes formes que revêt l'éthique, appliquée à un domaine d'activité, à côté de la bioéthique, de l'éthique des journalistes, de l'éthique écologique, de l'éthique politique...

Mais l'éthique d'entreprise se distingue par cette originalité qu'elle n'apparaît ni nécessaire, ni explicite, ni universellement respectée en tant que posture quelles que soient ensuite les positions qu'elle adopte : elle soulève interrogations, scepticisme, voire indignation. Comment imaginer une éthique des « affaires » ? Dans un milieu professionnel qui semble si prompt aux décisions qui rapportent le plus, n'y a-t-il pas incompatibilité entre recherche du profit et quête morale ?

Le foisonnement des concepts, entre citoyenneté d'entreprise, développement durable, responsabilité sociale, éthique, semble de plus masquer une absence de questionnement des entreprises sur leur manière de produire, vendre et travailler. Or, l'éthique d'entreprise n'est-elle pas plutôt la manière dont les sociétés industrielles tentent de répondre, dans leurs activités professionnelles, aux interrogations fondamentales que se posent nos concitoyens sur le sens et la pertinence de leurs choix dans un monde ouvert où réponses religieuses et scientifiques ne suffisent plus à fonder une éthique universelle ?

Chercher à comprendre ce qu'est l'éthique d'entreprise, depuis qu'elle est née dans le milieu bancaire et industriel américain et s'est répandue en Europe, quelles sont les règles et les structures de ce nouveau champ d'action collective dans le monde du travail, amène à constater qu'elle est multiforme, souvent fondée sur des valeurs fortement proclamées, et qu'elle est à l'origine de nouvelles fonctions et de processus complexes. Elle se présente comme une éthique de responsabilité, organisée en doctrine, qui guide activités et comportements au travail. [...]

LES FONDEMENTS DE L'ÉTHIQUE D'ENTREPRISE

Les industriels se soucient peu de philosophie, les consultants qui nourrissent leur pensée et organisent leurs projets s'y essaient, mais tous sont tournés vers l'action et le développement ; ils cherchent cependant le sens de cette action, qui ne peut, pour la plupart, se réduire à la réussite économique et financière, et qui, surtout, ne s'y réduit ni pour leurs employés, ni pour leurs clients, ni pour la société qui les entoure.

Là encore, un faux problème change de contours : on ne peut plus nier l'existence de l'éthique d'entreprise en ce qu'elle est une aspiration actuelle des acteurs du monde du travail et des

citoyens, en ce qu'elle engendre publications, politiques, mouvements collectifs (associations, clubs, congrès, concours) et suscite même tout un secteur d'activité avec ses consultants spécialisés, ses agences de notation, ses instances internationales comme la Global Reporting Initiative (GRI), et surtout en ce qu'elle apparaît comme un pan des quêtes éthiques qui se développent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

On peut s'interroger sur sa pertinence et, au nom d'une réflexion éthique plus globale, sur sa valeur intrinsèque : les philosophes français y excellent, tandis que les philosophes allemands intègrent volontiers l'entreprise dans leurs pensées sur le monde d'aujourd'hui. On doit s'interroger sur son efficacité. Là encore, la question est d'ordre pragmatique : pourquoi s'interroger sur la légitimité de cette éthique plus que sur celle de l'éthique politique, de la bioéthique ou de l'éco-éthique ? Quant à son hypocrisie, il y a des tartuffes partout et elle est un enfant, parmi d'autres, de la philosophie de la discussion et du compromis, comme toute éthique en action. [...]

Le point de départ commun des différentes écoles philosophiques et sociologiques contemporaines qui s'intéressent à l'éthique est la fin des dieux — dieux des religions, dieu de la raison, dieu de la science — ce que Jonas appelle le « vide éthique », et la quête toujours présente du bien, sans fondement qui s'imposerait.

« Les fondements de l'éthique sont en crise dans le monde occidental. Dieu est absent. La Loi est désacralisée. Le Sur-moi social ne s'impose pas inconditionnellement et, dans certains cas, est lui-même absent. Le sens de la responsabilité est rétréci, le sens de la solidarité affaibli.

« La crise des fondements de l'éthique se situe dans une crise généralisée des fondements de certitude : crise des fondements de la connaissance philosophique, crise des fondements de la connaissance scientifique. (...)

« Cette crise est devenue manifeste avec, depuis quelques années, l'apparition significative d'un besoin d'éthique ».

C'est dans ce contexte que se comprend la naissance d'une éthique d'entreprise et que se justifie l'intérêt qu'on peut y porter. Le mouvement actuel n'est plus la déclinaison dans le monde économique de pensées théologique, métaphysique, sociologique ou religieuse régnant dans la société. C'est la recherche, par l'homme au travail, de sens et de valeurs sans réponses toutes prêtes; c'est l'expression à l'usine, à l'atelier, dans la production, dans les services, de ce « sentiment de devoir que ressent l'individu laïcisé ».

Comme toute éthique, celle de l'entreprise décrit ce qui doit être : le bien, le juste, l'équitable, le « moral » dans le cadre des activités professionnelles et dans les comportements des individus au travail. Elle le fait à partir de valeurs qui « prennent la place laissée vacante des fondements pour fournir une référence transcendante intrinsèque qui rendrait l'éthique comme autosuffisante ». Et cette démarche est l'héritière de toute l'évolution morale des deux derniers siècles. « Au XVII^e et XVIII^e siècle, une rupture entre religion et morale s'est produite, puis déclarée, qui a rendu effective leur distinction et problématique leur connexion ultérieure. (...) Une éthique autonome se constitue, qui a pour cadre de référence l'ordre social, ou la conscience. (...) Avec *l'éthique*, la pratique sociale devient le lieu en fonction duquel s'élabore une théorie des conduites ».

[...] La société moderne et le capitalisme naissant sont révolus et il nous faut désormais une «éthique pour la civilisation technologique ». Ce qui règne aujourd'hui, « c'est la question de savoir si, sans le rétablissement de la catégorie du sacré qui a été détruite de fond en comble par *l'Aufklärung* scientifique, nous pouvons avoir une éthique capable d'entraver les pouvoirs extrêmes que nous possédons aujourd'hui et que nous sommes presque forcés d'acquérir et de mettre constamment en œuvre ».

TEXTE N° 2

Au siècle des Lumières, l'opulence des peuples a été l'une des grandes promesses de l'économie politique naissante. Les Trente Glorieuses ont semblé la réaliser. En effet, cette période a signifié, au moins dans les pays occidentaux, une formidable avancée sociale : recul des épidémies et de la misère en général, amélioration des protections sociales et réduction des inégalités. Le bien-être est devenu, dans le « hors travail », le but des sacrifices dans la sphère de la production. Ce modèle a toutefois fait l'objet de controverses, notamment lorsqu'il finissait par assimiler ce bien-être aux strictes possessions matérielles accessibles sur le marché, en ouvrant alors plus directement la société à un idéal consumériste.

La fin des Trente Glorieuses a marqué le terme de cet idéal progressiste qui offrait malgré tout la certitude d'une marche vers un avenir meilleur. Il est alors devenu de moins en moins évident que la rationalisation économique et l'accélération inégalée de la production et des échanges de biens marchands soient aussi les vecteurs du progrès social. L'effritement du compromis d'après guerre conciliant la croissance économique avec les revendications du mouvement ouvrier, ainsi que la fragilisation des équilibres entre les États et les puissances économiques ont bousculé les certitudes forgées tout au long de l'ère industrielle. Dès lors, le capitalisme, tel un processus d'accumulation sans fin, bien assis sur sa base mécanique, émancipé de toute expression téléologique, a semblé installer le « cosmos prodigieux de l'ordre économique moderne », règne des « spécialistes sans visions » qu'annonçait Max Weber dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. [...]

[Du côté des travailleurs] une demande de règles dissociées d'un idéal, réduit l'horizon au « faire pour faire ». Un jeu de présence-absence est à l'origine du sentiment d'éloignement et de la difficulté de communiquer que ressent la base par rapport à l'encadrement. Le « je » qui se vit sur le mode de la chose se rend inaccessible, en s'évertuant à persuader l'autre qu'il n'est qu'une fonction, qu'un rôle. Cette instrumentalisation de soi-même (...) peut renforcer la crise de confiance qui paraît s'installer entre les cadres et la base.

En effet, pour une grande partie de l'exécution et de la maîtrise, « EDF est un service public, la base reste telle quelle : il y a des ouvriers... il y a peut-être des cadres et, en haut, il y a des gens qui gravitent... ». En 1995, le développement de l'entreprise, qui semble aux salariés remettre en cause le projet d'articulation entre l'économique et le social, est tour à tour vécu comme une « mort » de l'entreprise, un morcellement physique et moral. Il risque alors de renforcer les difficultés que ressentent les agents à communiquer entre eux en fragilisant les bases éthiques identitaires communes, ce qui correspond à une tendance lourde dépassant largement le cadre de cette entreprise par laquelle, comme l'analyse Norbert Alter, « chacun devient plus étranger à l'autre ». Certains propos de salariés en témoignent :

« Pacte social, on fait de l'entreprise quelque chose d'abstrait. Plus ça avance et plus on a l'impression qu'on est dans une lutte des classes ouverte. Ils parlent de fracture sociale. Il me semble que c'est un problème plus grave qu'il n'y paraît. On n'a pas la possibilité de dialogue. Il y a des écarts entre les exclus qui n'ont pas accès à l'information et ceux qui ont accès à l'information. Soit on est catalogué en classe de manager, et puis d'un autre côté, il y a les gens qui bossent. Et ce fossé, il est en train de se creuser. L'autre existe-t-il ? L'autre n'est pas légitime » (maîtrise).

Le sentiment d'une inégale reconnaissance de la participation des différents collectifs dans le groupe EDF fragilise les potentialités d'une résistance aux nouvelles orientations managériales pourtant loin de recueillir l'adhésion. Cela tient pour une large part à ce que chaque collectif n'est plus totalement assuré de son « utilité sociale » et de sa légitimité dans l'entreprise. De quel lieu désormais sa parole prendra-t-elle corps ? De la place d'un collectif de travail destiné à être externalisé et donc à disparaître ? Ou de celle d'un groupe qui a pour vocation d'être valorisé et conforté dans l'entreprise ? Dans ce contexte de déstabilisation des solidarités, liée au fait que les intérêts collectifs au moins immédiats se trouvent opacifiés, l'émergence d'un autre possible de la place du travail est difficile. On se trouve dans une situation dans laquelle la fragilisation du lien social n'est ni favorable à l'adhésion au projet de la direction suspectée de l'avoir provoquée, ni favorable non plus à la formation et à l'expression collective d'un bien commun désirable. [...]

En 2004, date à laquelle la seconde recherche a été réalisée, l'entreprise a changé de statut et les marchés nationaux sont désormais eux aussi ouverts à la concurrence. Les salariés, particulièrement les cadres commerciaux et ceux de l'international qui pouvaient avoir la conviction d'être indispensables au nouveau groupe en construction, n'ont pas été épargnés par les restructurations et la « frénésie de changements ». La publication de la charte éthique est décidée dans un contexte de doute généralisé.

Aspiration éthique et collectif de travail : les années 2000

L'idée d'une motivation suspendue aux valeurs et aux finalités de service public comme moteur de l'action individuelle et collective est, comme nous le verrons dans un premier temps, largement partagée par les salariés interviewés qui voient en elles une raison d'agir, un sens ou un stimulant à leurs efforts. Le bien commun comme horizon de sens paraît déployer une force de conviction suffisante pour emporter l'adhésion, encadrer l'activité, voire la réguler. Au regard des entretiens, il est incontestable que les finalités de l'entreprise — produire de l'électricité, en tirer le sentiment d'une utilité sociale reconnue, se mettre au service de l'intérêt général et de la nation — exercent cette attraction. Elles sont au cœur des représentations des salariés qui, en rapportant explicitement leur activité à ces buts, confèrent un sens éthique à leur travail.

[Mais] les salariés d'EDF ont-ils d'ailleurs la certitude d'être au service du bien commun ? Et si oui, d'où provient cette certitude qui, pour s'affirmer, doit tout de même faire abstraction des débats et conflits vifs autour de la production nucléaire, une production aussi éloignée que possible de l'intérêt général pour toute une partie des citoyens ? S'il n'est pas dans notre propos de chercher à enrichir la discussion sur les problèmes liés à l'énergie nucléaire, il l'est en revanche de nous interroger sur cet aspect directement lié à notre sujet : comment l'intérêt général posé à l'horizon de l'action peut-il se muer en une conviction quasi existentielle de poursuivre un but matériel, l'« accroissement de la productivité », valable au plan de la nation, tandis que la production nucléaire fait l'objet d'aussi vives polémiques dans l'espace public ?

Anne SALMON, *La Tentation éthique du capitalisme* (éd. La Découverte, 2007)

TEXTE N° 3

Bien sûr, ce n'est pas d'aujourd'hui que date la profonde inégalité entre les êtres humains ; une inégalité qui va croissant. Un nouveau-né au Mozambique ou au Bangladesh, au Texas ou à Genève, n'appartient pas, de fait, à la même espèce humaine. Ici, menacé dans son existence même, dès le début de sa vie, là soumis à un danger de surplus ou d'excès de soins. Mais c'est la première fois que, de façon caricaturale, les besoins primaires, essentiels à la survie, sont ignorés au profit d'exploits bénéficiant à quelques-uns pour leur survie ou leur réparation. Et ce sont justement ceux qui recherchent ces exploits qui décrètent les fondements d'une éthique, en se fondant sur des valeurs transcendantes de justice, de respect de la personne, de bienveillance, etc.

Deuxième paradoxe ! Le discours est monopolisé par ceux qui peuvent s'offrir le luxe de la réflexion des repus, en portant des toasts enthousiastes à l'avenir fascinant des sciences, tout en restant passifs devant la misère de ceux qui demandent simplement à survivre.

L'éthique est ici bien malmenée. Les « premières classes » font ripaille et s'offrent des fins de repas humanistes pendant que les « fonds de cale » réclament simplement de l'air et de l'eau.

Peut-on continuer à se poser des questions existentielles sur la « potentialité d'homme » recelée par l'embryon, et ignorer la mort banalisée des enfants infectés par la rougeole ou le tétanos ?

La bioéthique est-elle le nouveau conformisme d'une société riche qui aime se donner des frissons, car elle n'est plus confrontée à sa propre survie, ou est-elle l'interrogation fondamentale sur cet espace qui s'élargit sans cesse entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien ? [...]

LE DÉBAT ÉTHIQUE NORD/SUD

Près de deux milliards d'êtres humains souffrent de malnutrition, c'est-à-dire ne trouvent pas dans leur nourriture quotidienne les ressources minimales pour survivre. Cette question si importante, la plus pathétique de notre universalité sans cesse revendiquée, se pose particulièrement pour les enfants de moins de deux ans et les femmes enceintes. Des distinctions et prix photographiques récompensent chaque année les clichés d'enfants hagards aux yeux creux, habillés de haillons, plus ou moins suspendus aux mamelles vides de leurs mères résignées. Cette vision à laquelle nous sommes si habitués ne provoque plus qu'un intérêt esthétique ; la dénutrition fait vendre. La misère humaine est un marché rentable, plus que celui des vaches faméliques errant dans un Sahel craquelé sous un soleil desséchant.

Tout se passe très tôt, dès le début de la vie. Les carences en iode si répandues qui vont être responsables de près de 10 % des déficits cérébraux définitifs, irréparables, pourraient être corrigées par un supplément en iode qui ne coûte que cinq centimes par personne et par an...

Devrait-on avoir la lâcheté alors de se taire, plutôt que de se lamenter de notre impuissance à fournir ces cinq centimes d'euro ? « Où ira l'argent ? Et les Mercedes des gouvernants de ces pays ? La corruption, etc. Nous sommes si vertueux, si sûrs de nos propres circuits financiers. Et puis, nous avons notre propre misère. Commençons par elle. La nutrition des pays pauvres est faite pour être traitée par des agences internationales dont c'est la finalité, etc. »

Il est vrai que de temps en temps nous sommes directement responsables de cet état de fait. *Le cauchemar de Darwin* qui a bouleversé plus d'un spectateur ne monopolise pas la réflexion. Nous exportons nos bas morceaux de poulet en Afrique à des prix sans concurrence, surgelés, dégelés, congelés, contaminés par des bactéries ; cela vaut peut-être mieux que de les jeter... et nous ne sommes pas responsables de la chaîne du froid... L'élevage traditionnel africain du poulet qui, là-bas, reste un plat de fête, est anéanti par cette importation massive qui casse les prix et les maillons entiers de cette chaîne de production artisanale, culturellement si présente. Mais parce que nous envoyons des protéines animales, nous nous sentons quittes. En attendant que la grippe aviaire aggrave les choses. Le Nord s'inquiète et clame qu'il faudrait une meilleure surveillance des poulaillers africains. Les éleveurs devraient déclarer la moindre poule malade aux services

vétérinaires. Leurs élevages seraient alors anéantis mais l'indemnisation, bien sûr, resterait absente : s'il y avait des fonds internationaux, les éleveurs tricheraient, dit la Banque mondiale. Les éleveurs diraient que trente-cinq poules seraient mortes au lieu de trente-deux... Comment faire confiance ?

Notre destin, Nord/Sud, est indissociablement lié mais nous faisons comme si nous étions sur notre vaisseau amiral, contemplant de loin quelques esquifs surchargés qui coulent, sans nous rendre compte que l'abordage nous guette, nous qui pourrions leur jeter à temps quelques bouées et bateaux de sauvetage bien équipés ! [...]

Chacun perçoit au fond de lui-même que le passage de l'aliénation à la béatitude ne passe que par la connaissance, la pratique et l'expérience du Bien, indépendant de toute référence à une transcendance ; seule l'éthique ou la morale peuvent y conduire.

- L'éthique comme un ensemble de manières d'être ayant le « souci de soi, des autres et des institutions » (Paul Ricœur), un soi qui n'a pas le souci du moi mais qui invite au souci de l'autre pour la répartition équitable des avantages et des biens.

- La morale comme un impératif catégorique que personne n'a mieux défini que Kant comme une action qui traite toujours l'homme comme une fin et pas comme un moyen. Tout homme a une valeur (Kant) plus qu'un prix (William Pitt).

Ces injonctions ne permettent pas de distinguer éthique et morale, même si elles sont nécessairement séparées. S'il existe une primordialité de l'éthique sur la morale, l'éthique ne peut qu'être soumise à la morale. C'est tout le paradoxe. Les conflits de valeur qui existent toujours ne peuvent donc être résolus que par l'engagement d'une responsabilité consciente de la nécessité d'une équité. La responsabilité est éthique, la morale est le souci de l'équité. [...]

Cette redécouverte de l'autre au moment d'une exacerbation de l'individualisme laisse la porte ouverte à un espoir qui n'est ni celui d'un universalisme abstrait, ni d'un utilitarisme opportuniste, mais simplement d'une prise de conscience de notre appartenance à la même planète, confrontée aux mêmes enjeux fondamentaux. Plus d'humilité, plus de curiosité et de gourmandise des autres, moins de suffisance, d'arrogance, moins d'éthique comme certitude, plus d'éthique comme inquiétude existentielle.

Didier SICARD, *L'Alibi éthique* (Plon, 2006)

TEXTE N° 4

Depuis quelques années, nombre d'observateurs du monde contemporain ont vérifié un retour aux solidarités de proximité et la naissance d'une profusion de collectifs, lesquels ont un sens pour ceux qui les constituent.

L'essor de l'épargne solidaire est l'une des illustrations de ce phénomène.

Dans cet ouvrage, le lecteur va notamment découvrir l'histoire des pionniers de ce type d'épargne : les membres des Cigales et de Garrigue. Ces clubs d'investisseurs rassemblent leur épargne pour financer des projets qui manquent de fonds propres pour se concrétiser.

Ces regroupements ne sont pas sans rappeler les sociétés de secours mutuel qui ont présidé à la naissance de la Carac, première mutuelle d'épargne. Ces sociétés, à l'origine de la mutualité, sont nées à partir de l'idée que l'épargne individuelle seule ne suffirait pas à armer les ouvriers contre les risques de l'existence. En somme, l'épargne individuelle ne pourrait donner que de rares résultats. Réunir l'épargne et répartir les risques pour rendre possibles des actions utiles à la société, voilà le génie de la mutualité... et de l'épargne solidaire!

Avec les transformations majeures que la sphère financière a connues ces quarante dernières années, l'individu s'est retrouvé en manque d'information sur la destination de ses fonds investis par les établissements financiers. Une prise de conscience du problème de traçabilité a émergé à la suite de la crise de 2008; l'épargne solidaire, plus proche de l'économie réelle, est alors apparue comme une alternative.

Le nombre d'épargnants solidaires ne croît cependant pas au même rythme que l'engouement que le principe suscite. Il est vrai que dans l'esprit d'un bon nombre de personnes l'épargne solidaire fait encore partie d'une nébuleuse où se confondent développement durable, investissement socialement responsable, placements éthiques...

Une rapide définition de l'épargne solidaire est nécessaire d'emblée. Tout le monde a une idée de ce qu'est l'épargne. Du bas de laine de la grand-mère à l'argent placé sur des produits boursiers sophistiqués, ce sont des capacités monétaires que l'on utilisera plus tard et qui permettent de financer les projets d'autres individus. Même si dans la théorie économique l'épargne est la partie du revenu disponible qui n'est pas consommée immédiatement, elle peut être utile très vite! Tout le monde sait aussi ce qu'est la solidarité : on peut la mettre en œuvre individuellement en aidant des personnes autour de soi, ou collectivement, par exemple dans le cadre de l'État providence, en cotisant pour soi et pour les autres.

Pour l'épargne solidaire, c'est pareil! On n'est pas dans le domaine du concept, mais bien dans le concret. L'épargne solidaire, c'est de l'argent utile. Utile pour vous. Utile pour la collectivité. Utile pour financer des entreprises, des associations, des initiatives qui vivent autour de vous. Quelle différence avec l'épargne que vous avez mise sur votre livret A ou les actions avec lesquelles vous spéculiez à la Bourse, direz-vous? Le livret A sert en effet à financer le logement social, mais d'autres domaines de la vie quotidienne n'auraient-ils pas besoin de coups de pouce financiers : le travail? L'alimentation? Les déplacements? Et est-ce que vous pensez que les placements boursiers participent bien à l'amélioration de tous ces secteurs? Est-ce que vous arrivez à suivre les circuits

empruntés par votre argent? Qui finance-t-il vraiment? La crise financière américaine de 2008, propagée à l'ensemble des pays du monde, a montré à beaucoup de petits épargnants qu'ils ne savaient pas toujours où était leur argent, voire qu'il était parfois nulle part...

L'épargne solidaire est donc très différente de l'épargne financière classique. Différente pour vous-même, pour les entreprises que vous soutenez et pour la collectivité à laquelle vous appartenez.

Pour vous-même : contrairement aux autres placements, c'est vous et personne d'autre qui décidez de l'affectation de votre argent (pour donner du travail à des personnes handicapées, pour acheter des fermes bio, pour apporter de l'eau dans un village africain, entre autres exemples) ou qui choisissez à qui vous voulez donner une partie de la rémunération de votre épargne (une association qui prend soin des personnes âgées, un jardin d'insertion, une ONG impliquée dans l'agriculture paysanne, etc.). Une fois ce choix initial effectué, rien n'est fini pour vous, tout commence! Vous pouvez suivre l'état d'avancement du projet, aller rencontrer ses promoteurs, les aider, les accompagner. L'épargne solidaire vous implique.

Si vous le souhaitez!

Pour les entreprises que vous soutenez : l'épargne solidaire est indispensable. Trop petites, trop risquées (elles découvrent des métiers nouveaux ou embauchent des personnes en situation difficile), pas assez « dans le moule », elles ont été retoquées une première fois par les banques. Vers qui se tourner? L'épargne solidaire est à l'écoute de ces projets bancals au départ, et qui ne demandent qu'à être consolidés. Pour les projets viables, les nouveaux entrepreneurs s'adressent aujourd'hui directement à l'épargne solidaire, puisqu'elle a fait ses preuves, sans passer par la case «banquiers». Beaucoup de ces entreprises et activités solidaires ne seraient tout simplement pas nées sans l'épargne citoyenne.

Pour la collectivité : épargner autrement, c'est contribuer à vivre autrement. L'épargne solidaire se rattache aux mouvements de la consommation citoyenne. À sa manière, l'épargne solidaire contribue à lutter contre le chômage et la précarité, à trouver des solutions au mal-logement, à préserver l'environnement et à répartir les richesses autrement. Elle montre fortement qu'il n'y pas qu'une seule manière d'utiliser son épargne, que l'on peut se réapproprier les circuits financiers et les mettre au service d'objectifs de bien-être.

L'épargne solidaire a la prétention de dire qui elle finance, comment elle le fait et pourquoi. La lente montée en puissance de ce nouveau secteur depuis les années 1980 a déjà donné de beaux résultats : des milliers de personnes ont été relogées, des dizaines de milliers d'entreprises, petites et parfois grandes, ont été créées en France, des centaines de milliers de personnes ont été aidées dans les pays du Sud. Des chiffres de bénéficiaires qui sont à multiplier par les apports des épargnants solidaires des autres pays : l'épargne solidaire ne se limite pas à la France, même si les Français peuvent se targuer d'être parmi les inventeurs de cette nouvelle économie.

Eric LARPIN, *L'Épargne solidaire pour les nuls* (First Editions, 2011)

TEXTE N° 5

Je suis frappé par l'atonie actuelle de la société civile et du mouvement associatif, si créateur dans les années 1980 et 1990, aujourd'hui sans voix face à la crise — chacun continuant, bien sûr, son travail, mais de manière tout de même assez compartimentée. N'est-ce pas à cela que la crise nous appelle : apprendre à coopérer, ce qui n'est pas si simple et demande beaucoup d'énergie. S'engager ensemble pour construire un modèle de développement plus sobre, plus juste, plus durable, plus créatif finalement, où chacun ait, enfin, vraiment sa place et puisse donner le meilleur de lui-même, ce qui est l'objectif implicite de la démocratie. [...]

« Nous sommes tous des entrepreneurs potentiels »

« Grâce au microcrédit, l'Adie aide les personnes exclues du système bancaire à créer leur propre entreprise. Ces personnes, le plus souvent au chômage, peuvent de cette façon initier leur propre emploi. »

Tout le monde, à mon sens, est potentiellement entrepreneur pour deux raisons essentielles. La première raison est un constat : le travail salarié, à l'échelle de l'histoire de l'humanité, est un accident de ces cent cinquante dernières années, une parenthèse. Le travail indépendant a toujours dominé dans l'histoire de l'humanité et domine encore dans les pays en voie de développement. La deuxième raison est liée à mon vécu, à ma propre expérience. J'ai beaucoup travaillé dans ces pays pauvres. J'y ai vu des hommes et des femmes naturellement « entrepreneurs », au sens où ils exerçaient des activités commerciales ou de production de façon indépendante. N'importe quelle femme africaine fabrique du savon ou de la bière de mil et vend sa production au marché. [...]

Dans les structures d'insertion par l'activité économique, on travaille avec des subsides fournis par l'État ou les collectivités locales, des contrats aidés, des subventions, des aides aux postes, etc. En l'occurrence, on ne cherche pas à faire des personnes en difficulté des entrepreneurs. (...) Par comparaison, qu'apportent l'Adie et le microcrédit ?

Toute forme d'insertion est un investissement rentable pour l'État. Que le pouvoir politique, qu'il soit de droite ou de gauche, ne s'en rende pas compte est assez dramatique. Rien n'est plus coûteux que le chômage, à la fois en termes de capital financier et de capital humain. C'est un facteur d'usure sur le plan psychique, qui pousse souvent toute une famille à s'enfoncer dans une logique de détresse. (...) Les emplois engendrés par le biais de la création d'entreprise sont les moins chers et les plus pérennes, pour une raison très simple : on n'a pas besoin de tirer les gens. Ils s'insèrent eux-mêmes, car c'est leur projet, un projet qui ne dépend pas du bon vouloir d'un employeur, à qui l'on plaît ou pas, pour qui l'on est trop noir ou trop jaune, trop vieux ou trop femme... Il dépend de celui qui le porte et qui sait que c'est pour lui la seule chance de s'en sortir. L'Adie, soutenue par des financements publics et parfois privés, n'est là que pour apporter un coup de pouce. Les gens remboursent le microcrédit. Le taux de perte de l'Adie est inférieur à 3%, ce qui pour la création d'activités nouvelles est très bas. S'y ajoutent un peu de formation, de conseil et d'appui, que les personnes issues du chômage ne peuvent pas payer et pour lesquels les subventions sont nécessaires.

« L'argent a vraiment un pouvoir extraordinaire »

Le terme « microcrédit » souffre d'un certain flottement sémantique. Quelle est votre définition du microcrédit tel que l'Adie le pratique ?

Le microcrédit est un prêt de faible montant, accordé à des personnes qui n'ont pas directement accès aux crédits bancaires parce qu'elles manquent de revenu, de patrimoine ou de garantie, et qui créent ou développent une activité économique : leur propre emploi.

Pour résumer : une petite somme d'argent et un projet professionnel solide.

Oui, mais le microcrédit combine en plus d'un objectif social —aider les personnes démunies — une logique financière qui consiste à couvrir progressivement ses coûts. L'un ne va pas sans l'autre. Celui qui accorde un microcrédit ne cherche pas à faire de gros bénéfices. Il s'agit d'aider les gens à créer leur propre activité économique pour les sortir de la pauvreté, de l'exclusion et du chômage. Mais en même temps, ce n'est pas un outil d'assistance ou de protection sociale. L'idée est de bâtir un secteur financier ouvert à tous. Et pour cela, le revenu du microcrédit (c'est-à-dire ce que l'Adie reçoit de l'emprunteur grâce au taux d'intérêt) doit couvrir à la fois le coût de la ressource, celui du risque, et les coûts opérationnels (la gestion administrative du microcrédit, la rémunération de nos salariés, etc.). [...] J'ai vu beaucoup de gens se redresser, se remettre debout, revivre parce qu'on leur faisait confiance et parce qu'ils avaient un avenir et de l'espoir.

C'est d'ailleurs l'étymologie du mot crédit : « croire et avoir confiance en quelque chose ». Quels changements psychologiques avez-vous pu remarquer chez les bénéficiaires du microcrédit ? Vous reprenez à votre compte ce propos du psychanalyste Russel A. Lockhart : « L'argent est la force de transformation la plus puissante, la plus pratique et la plus réelle. On peut la transformer en n'importe quoi. Rien d'autre, à part l'argent, n'atteint ce champ de possibilités de transformation dans le monde réel ou dans nos fantasmes. »

Je pense que l'argent est un outil très puissant. La preuve en sont toutes ces guerres au nom de l'argent. Je ne glorifie pas l'argent. Au contraire, il est au fondement de beaucoup d'ignominies. Mais l'argent est aussi une clef pour ouvrir toutes sortes de portes vers l'avenir. Il ne fait pas le bonheur, mais il permet de construire beaucoup de choses. Quelles que soient nos valeurs, quelle que soit notre intelligence, sans un sou on ne peut rien construire, et c'est très difficile à vivre. Finalement, la pauvreté n'est-ce pas essentiellement une absence d'avenir?

Face aux bouleversements que connaît notre époque, le microcrédit est-il la solution d'avenir en matière de développement économique ?

Non, je ne crois pas qu'il n'y ait qu'une solution, quel que soit le sujet, et notamment dans le domaine du développement économique. Mais c'est l'une des voies à suivre. Le microcrédit a un avantage incontestable : il permet d'obtenir très rapidement des résultats tangibles. Même si le revenu de la personne qui emprunte n'augmente pas de façon instantanée, le micro-entrepreneur entre dans une dynamique positive. J'ai travaillé pendant des années dans la coopération à financer des « éléphants blancs », ces grands projets qui coûtent des milliards et n'apportent finalement pas grand-chose aux populations. Je suis donc séduite par cet outil qui, au demeurant, ne résout pas tous les problèmes de développement, gouvernance, infrastructures, santé, éducation et tutti quanti. Mais il peut être mis entre toutes les mains et faire participer tout le monde de manière active à la croissance d'un pays.

De plus, je pense que la démocratie et le développement économique passent par une meilleure répartition du pouvoir et de l'argent. Tout comme on ne peut pas construire une démocratie dans un pays subissant le joug d'un dictateur, on ne peut pas développer économiquement un pays en ne finançant que des éléphants blancs et en monopolisant les ressources au profit d'une seule classe sociale ou des bureaucrates.

Par ces temps de crise, regardez de quoi se préoccupent les gouvernements : de l'accès des entreprises et des particuliers au crédit. Ils reconnaissent donc la nécessité d'irriguer l'économie grâce au crédit. Je trouve dès lors illogique et incompréhensible que l'on oublie de parler des micro-entrepreneurs et des gens exclus des banques. En France, 50 % des entreprises enregistrées n'ont pas de salariés et ont tout autant besoin de crédits. Et je ne parle pas de tout le secteur informel, des personnes travaillant au noir, qui, bien évidemment, n'ont pas accès aux banques. Comme si, dans un système d'irrigation, les canaux primaires et secondaires étaient approvisionnés, mais pas les tertiaires; comme s'il ne valait pas la peine de s'en occuper.

Vous racontez souvent cette anecdote édifiante du cireur de chaussures de Ouagadougou :

« Combien gagnes-tu ?

- 300 francs CFA.

- Que fais-tu de cet argent ?

- J'en garde la moitié pour me nourrir et j'en donne la moitié à mon patron.

- Qui est ton patron ?

- Le propriétaire de la brosse. »

[...] J'ai toujours été frappée de constater à quel point les économistes, depuis qu'ils se sont pris pour des scientifiques, ont souvent été dans l'erreur. Plus l'économie prétend devenir une science exacte, plus elle se trompe. Si les économistes et les financiers savaient où ils vont, nous ne serions pas en pleine crise mondiale ! Il est beaucoup plus satisfaisant de voir un client de l'Adie sortir des minima sociaux et créer son salon de coiffure que de participer sans s'en rendre compte au déclenchement de la crise.

Maria NOWAK, *Le Microcrédit ou le pari de l'homme* (éd. Rue de l'échiquier, 2009)

TEXTE N° 6

Ce qui nous inquiétait lors de la fondation, il y a vingt-sept ans, du Worldwatch Institute, c'était la disparition des forêts, l'avancée des déserts, l'érosion du sol, la détérioration des pâturages et la disparition progressive des espèces. Nous commençons tout juste à nous soucier de la dégradation de la pêche. Aujourd'hui, la liste des sujets de préoccupation s'est considérablement allongée : elle inclut l'augmentation des taux de dioxyde de carbone, la chute des nappes phréatiques, la hausse des températures, l'assèchement des fleuves, la diminution de la couche d'ozone stratosphérique, les tempêtes plus dévastatrices, la fonte des glaciers, la hausse du niveau de la mer et la disparition des récifs coralliens.

Durant ce dernier quart de siècle, bien des batailles ont été gagnées, mais le fossé continue à se creuser entre ce que nous devrions faire pour arrêter la détérioration environnementale de la planète et ce que nous faisons. En un sens, il nous faut inverser le cours des choses.

Aujourd'hui, il n'existe pas de vision partagée au sein de la communauté environnementaliste, et *a fortiori* dans la société en général. Tant que nous ne saurons pas où nous voulons aller, nous ne serons pas en mesure d'y aller. Le propos de ce livre est de définir la vision d'une éco-économie.

Lorsque nous avons lancé le Worldwatch Institute, nous savions qu'une économie environnementaliste viable était possible, mais nous n'en avions qu'une idée abstraite. La bonne nouvelle est qu'aujourd'hui, nous pouvons non seulement la décrire avec quelque vraisemblance mais dire aussi comment elle fonctionnera. Il y a vingt-sept ans, l'industrie moderne de l'énergie éolienne n'était même pas née. Aujourd'hui, et dans le monde entier, nous avons derrière nous une décennie phénoménale de 24 % de croissance annuelle de ce secteur.

Grâce à l'inventaire des ressources nationales en vent du département américain de l'Énergie, nous savons aujourd'hui que, sur ce plan, le Dakota du Nord, le Kansas et le Texas disposent d'un potentiel suffisant pour satisfaire aux besoins nationaux en énergie. Avec l'électricité peu coûteuse que procurent les éoliennes, nous pouvons électrolyser l'eau afin de produire l'hydrogène, le carburant alternatif qui fera fonctionner les moteurs auxquels tous les grands constructeurs automobiles sont en train de travailler.

En Europe, les éoliennes remplacent les mines de charbon. Le Danemark, qui a proscrit les centrales électriques au charbon, tire désormais du vent 15 % de son électricité. Dans certaines communautés du nord de l'Allemagne, 75 % des besoins en électricité sont satisfaits par l'énergie éolienne.

Voici une génération, nous savions que les cellules au silicium pouvaient convertir la lumière du soleil en électricité, mais les capteurs solaires développés au Japon, qui permettent aux toits des maisons de se transformer en source d'énergie pour des immeubles entiers, étaient encore du domaine de la futurologie. Aujourd'hui, plus d'un million de foyers dans le monde tirent leur énergie des capteurs solaires. [...]

L'économie et la planète

En 1543, l'astronome polonais Nicolas Copernic publiait son ouvrage *De la révolution des orbés célestes*, dans lequel il contestait la conception voulant que le soleil tourne autour de la Terre, et affirmait que c'était au contraire la Terre qui tournait autour du soleil. Avec ce nouveau modèle du système solaire, il inaugurerait un vaste débat parmi les scientifiques, les théologiens et bien d'autres. L'alternative qu'il proposait à l'ancien système ptolémaïque, dans lequel la Terre était au centre de l'univers, conduisit à une révolution dans la pensée, à une nouvelle conception du monde.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'un bouleversement analogue dans notre conception du monde, dans la manière dont nous envisageons la relation entre la planète et l'économie. Cette fois-ci, la question n'est pas de savoir quelle sphère céleste tourne autour de l'autre, mais de décider si l'environnement est une partie de l'économie ou l'économie une partie de l'environnement. Les économistes considèrent l'environnement comme un sous-ensemble de l'économie. Les écologistes en revanche considèrent l'économie comme un sous-ensemble de l'environnement.

Tout comme le faisait jadis la vision ptolémaïque du système solaire, la conception des économistes brouille nos efforts de compréhension du monde moderne. Elle a créé une économie qui n'est pas en phase avec l'écosystème dont elle dépend.

La théorie économique et les indicateurs économiques n'expliquent pas comment l'économie perturbe et détruit les systèmes naturels de la planète. La théorie économique n'explique pas pourquoi la glace de l'océan Arctique fond. Elle n'explique pas pourquoi des prairies se transforment en déserts dans le nord-ouest de la Chine, pourquoi des récifs coralliens meurent dans le Pacifique Sud, ni pourquoi la pêche à la morue a disparu à Terre-Neuve. Et elle n'explique pas non plus pourquoi nous sommes en train de vivre les premières étapes de la plus grande extinction de plantes et d'animaux depuis la disparition des dinosaures, il y a soixante-cinq millions d'années. Mais le savoir économique est indispensable si l'on veut mesurer le coût de ces excès pour la société.

Que l'économie est en conflit avec les systèmes naturels de la planète, c'est là une évidence qui ressort des informations quotidiennes sur la disparition des zones de pêche, la réduction des forêts, l'érosion du sol, la dégradation des sols, la croissance des déserts, l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone (CO₂), la chute des nappes phréatiques, l'élévation des températures, les tempêtes de plus en plus destructrices, la fonte des glaciers, la mort des récifs coralliens et les disparitions d'espèces. Ces tendances, qui trahissent une relation de plus en plus tendue entre l'économie et l'écosystème de la planète, ont un prix économique de plus en plus élevé. À un certain point, elles pourraient submerger les forces de progrès dans le monde entier et conduire au déclin économique. Le défi pour notre génération consiste à les inverser avant que la détérioration environnementale ne mène à une régression économique prolongée, comme ce fut le cas pour tant de civilisations antérieures.

Lester R. BROWN, *Eco-économie : une autre croissance est possible, écologique et durable*
(Seuil, 2003)

TEXTE N° 7

René Carron

PRÉSIDENT DE CRÉDIT AGRICOLE SA

Au sein du groupe Crédit agricole, Crédit agricole SA assure la cohérence du développement stratégique du groupe, ainsi que son unité financière. Il est lié financièrement aux caisses régionales et détient des filiales spécialisées par métier.

Présent dans plus de soixante-dix pays, Crédit agricole SA a aujourd'hui trois marchés domestiques — la France, l'Italie et la Grèce — sur lesquels il développe tous les métiers de la banque et de la finance. À la fin de 2006, l'international représente 42 % de ses revenus et 48 % de ses effectifs. Les revenus du groupe Crédit agricole s'élèvent à 30 milliards d'euros, dont la moitié est réalisée par Crédit agricole SA. Les effectifs du groupe s'élèvent à 150 000 personnes.

Claire Tutenuit : Le développement durable, le voyez-vous plutôt environnemental, sociétal ou social?

René Carron : Pour moi, le développement durable, c'est avant tout la responsabilité que, comme citoyen ou entrepreneur, nous portons vis-à-vis des générations futures. Une question que j'ai posée dans pratiquement tous mes discours depuis que je suis là : est-ce que nos actions individuelles ou, s'agissant du Crédit agricole, collectives, sont de nature à stabiliser, à réduire ou à infléchir le champ du possible pour nos petits-enfants ? Pour moi, le développement durable, c'est ça. Quand on me parle des aspects sociaux, sociétaux ou environnementaux, je ne sais pas comment les distinguer. Ce que je viens de dire suppose une cohérence de comportement ; un acteur économique est à apprécier sur son résultat économique, son résultat financier, mais aussi sur son engagement dans la cité. J'ai une opinion sur la « politique » de la cité, et je pense que le développement durable peut en être — je n'engage que moi en disant cela — l'élément central... Je m'explique en un mot. Si je simplifie à l'ultime les logiques économiques, nous avons le Japon qui a réussi l'exploit, qu'on pensait impossible il y a quelques années, de faire le lien entre sa culture ancestrale, son héritage culturel, et sa culture économique. Il y a les États-Unis qui ont construit leur culture autour de l'entrepreneur et de l'aventurier, avec comme valeur : être le premier. Enfin il y a l'Europe, communauté où la puissance publique a été pendant longtemps l'alpha et l'oméga.

Quand je vois ce monde, à ma manière de paysan, ce qui m'inquiète le plus, c'est l'affaiblissement des pouvoirs politiques dans les démocraties. Les pouvoirs des pays émergents resteront forts, car tout affaiblissement peut être synonyme de lutte entre les ethnies, de guerre civile pour certains d'entre eux... Si nos démocraties européennes, en face, ne veulent pas être perturbées, il leur faut avoir une cohérence dans leur démarche pour imposer leur différence fondamentale, notamment l'économie marchande. Ce qui veut dire que nous devons laisser des champs libres, et que l'entreprise devra donc plus s'engager, demain, dans la cité. Et que dans cette dialectique entre un pouvoir politique qui a des responsabilités, mais un domaine restreint, et les entreprises qui ont des domaines spécifiques mais une présence mondiale, peut-être que la responsabilité par rapport au futur pourrait être une responsabilité commune partagée.

C. T.: Si on revient au Crédit agricole, quels sont vos principaux enjeux de développement durable ? Est-ce plutôt un sujet de gestion interne ou un sujet dans vos relations avec vos partenaires et clients du monde agricole ?

R. C.: Les deux à la fois. Dans le développement agricole, nous avons été les premiers à soutenir l'agriculture raisonnée. Nous réfléchissons, avec l'INRA notamment, sur la politique agricole de demain, nous participons aux actions qui ont concouru à rendre l'agriculture beaucoup plus respectueuse de l'environnement, nous aidons aussi au financement des énergies renouvelables, dans toutes les régions. Mais tout cela n'aurait aucun sens si en interne nous ne faisons pas des efforts en matière de consommation de papier ou d'énergie. Ce n'est pas toujours facile à concilier. Nous sommes sans doute attaquables et critiquables, sûrement... Mais il faut trouver très vite l'équilibre pour que ce que l'on prône à l'extérieur ne soit pas uniquement un artifice commercial, économique ou de notoriété. Dans ce domaine-là aussi, il faut être sincère. [...]

Henri Giscard d'Estaing

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CLUB MÉDITERRANÉE

Créé en 1950 comme une association à but non lucratif, le Club Méditerranée est devenu une entreprise mondiale leader dans les séjours de vacances tout compris, avec quatre-vingts villages répartis sur les cinq continents, plus de 1,3 million de clients en 2006 et 18 000 salariés de 90 nationalités. Il réalise un chiffre d'affaires de plus de 1,6 milliard d'euros.

C. T.: Le Club Med, ce sont des villages, mais des villages dans des endroits de rêve avec une composante forte de voyage lointain. Avez-vous une réflexion sur les émissions de gaz à effet de serre liées à ces voyages ?

H. G. d'E.: C'est un sujet qui est pour moi extrêmement difficile. Pourquoi ? Parce qu'il faut mettre en rapport les avantages et les inconvénients. Le tourisme, s'il est pratiqué de manière responsable, est un facteur, voire même le seul facteur de développement dans les pays dans lesquels on se trouve. Si le Club Med n'était pas en Casamance, il n'y aurait aucune activité, aucun futur pour les jeunes... En ce moment, par exemple, à La Palmyre près de Royan, la responsable boutique est une jeune femme de Casamance. Aurait-elle eu le même avenir sans cela ? Dès lors que, dans certaines parties du monde, le tourisme est un contributeur unique et essentiel au développement, quelles seraient les conséquences d'une limitation des voyages ? On ferait moins de développement dans le reste du monde. Ce sont des sujets sur lesquels les discours univoques sont dangereux. On peut en revanche optimiser. C'est là-dessus qu'il faut travailler, avec les compagnies aériennes, avec des avions de meilleure qualité. Air France, sur la ligne des Antilles, a par exemple remplacé les vieux Boeing 747 et réalisé une économie de consommation et de pollution de 30 %. C'est considérable. Ils ont investi 1 milliard d'euros pour ça. Il y a aussi l'alternative de la compensation de ces émissions, sujet sur lequel nous travaillons. Enfin, il faut aussi rectifier une idée fausse sur le Club Med et les voyages lointains : quand on regarde les statistiques, on voit que 99 % de nos clients asiatiques voyagent en Asie, et de même pour l'Amérique ; et les Européens vont à 90 % vers le bassin méditerranéen, l'Afrique. Le long-courrier est loin d'être le cœur du problème. Dans l'ensemble de nos projets de développement, nous veillons le plus souvent à ce qu'il y ait d'abord un marché local que l'on développe, qu'il soit

marocain, turc, tunisien, brésilien... En ce moment, nous réfléchissons à une station de ski dans l'Oural, et là c'est très clair : on ne peut le faire que si on prévoit une clientèle russe importante.

C. T.: Donc, vous ne mesurez pas encore vos émissions dues au transport ?

H. G. d'E.: C'est difficile de le faire avec précision dans la mesure où nous ne sommes pas toujours partie prenante dans le transport de tous nos membres... et aussi où les modes de calcul varient fortement ! Mais nous l'estimons pour comprendre les enjeux : nous avons réalisé la première analyse de cycle de vie d'un village de vacances, avec le soutien de l'Ademe, qui a couvert cet aspect.

Teddy FOLLENFANT & Claire TUTENUIT, *Développement durable, 5 ans après : la métamorphose*
(Le Cherche Midi, 2007)

TEXTE N° 8

Le développement durable est ainsi devenu la nouvelle religion de nos sociétés modernes. Il a ses églises, ses grands prêtres, son catéchisme. Et, après tout, pourquoi pas, puisque cette nouvelle religion nous conduit à penser différemment le monde qui nous entoure, à anticiper l'avenir et à inventer de nouvelles façons de vivre ? Le développement durable est le nouveau pari pascalien : modifier nos comportements pour le salut de la planète ne peut être qu'un bon calcul. Certes, l'ampleur des incertitudes est telle que ces changements ne serviront peut-être à rien. Peut-être la terre ne se réchauffera-t-elle pas autant que nous le redoutons. Peut-être que ces matières premières que nous apprenons à économiser, nos descendants n'en auront plus besoin... Nous sommes entrés dans l'ère des incertitudes. Mais cela ne signifie pas qu'il ne faille pas agir pour cesser de dilapider et de polluer : au moins aurons-nous la satisfaction de laisser un monde propre à nos enfants. Agir au service du développement durable ne peut être que bénéfique. Mais justement, une question se pose : à qui profite le développement durable ? À qui profite-t-il vraiment ?

À nous tous ? A nous, les citoyens des pays riches, qui apprenons désormais à préserver notre cadre de vie ? Aux entreprises occidentales, qui conquièrent de nouveaux marchés «verts», et aux ONG qui se multiplient au service du développement durable, le transformant en un immense gisement d'emplois ? Sans doute. La «bulle verte» est une formidable aubaine. *Green is gold. Green is job. Green is tax aussi*, les États l'ont bien compris, qui brandissent le spectre d'un avenir terrifiant pour justifier de nouvelles taxes, de nouveaux impôts dits écologiques. Le contrôle social se renforce ainsi au nom de la responsabilité écocitoyenne. Le développement durable, tout le monde y gagne, nous dit-on : c'est du «win-win».

Tout le monde ? Demain, peut-être, et d'ailleurs c'est au nom des générations futures que nous sommes appelés à agir aujourd'hui. Mais aujourd'hui, justement ? Est-ce qu'au nom des générations futures le développement durable n'oublie pas trop souvent celles d'aujourd'hui, surtout lorsqu'elles ont le grand tort de faire partie des pauvres ?

Une nouvelle guerre froide qui ne dit pas son nom se dessine. Elle oppose les riches, les «développés», ceux qui disposent à la fois du savoir et des moyens, et les pauvres, ceux qui en sont exclus. Non seulement le développement durable discrimine - car les nouvelles technologies coûtent cher, très cher, et supposent un niveau technique élevé -, mais il stigmatise : les pauvres sont accusés de mal agir. Un nouvel apartheid oppose riches et pauvres, autant géographique que social. Géographique, car les pays riches accusent les pays pauvres de dilapider les ressources de la planète. Social, car partout les pauvres sont victimes de discriminations ciblées. Dans les pays riches, ils voient se multiplier taxes et impôts dits écologiques, mais aussi des péages, véritables frontières intérieures : de plus en plus de villes européennes sont interdites aux voitures considérées comme polluantes, celles qui sont vieilles. Celles des pauvres. Partout, des territoires de plus en plus vastes sont mis au service du développement durable, ce qui veut dire concrètement qu'au nom de la biodiversité et du «droit des animaux» - car, dans le développement durable, l'homme est rétrogradé au rang d'une espèce vivante parmi d'autres - ils sont soustraits à ceux qui y vivaient depuis toujours. D'un côté, le tourisme de luxe et les explorations scientifiques dans des espaces privatisés, de l'autre des pauvres entassés dans des villes invivables. D'un côté, les corridors de biodiversité, de l'autre les centres de rétention. [...]

Slogan publicitaire ou changement de société?

En termes de communication, le développement durable fait recette : le mentionner est devenu un passage obligé pour présenter, voire justifier, son action. En France, la loi NRE (Nouvelles Régulations Économiques) de 2002 oblige les grandes entreprises à publier un rapport sur leurs réalisations en matière de développement durable. Les documents présentés par les grandes firmes font preuve de la plus grande ingéniosité en la matière : tout ce que l'entreprise a décidé de mettre en œuvre est astucieusement présenté comme un engagement en faveur du développement durable, même lorsque la personne ou le service chargés de cette question disposent en réalité de fort peu de moyens pour impacter les sphères productives. Tout est question d'affichage, le développement durable devenant surtout un slogan publicitaire permettant de séduire le consommateur, le client ou le partenaire institutionnel susceptible de passer un marché et de fournir des débouchés. Ou de l'inciter à de nouveaux comportements.

Trois exemples : les administrations et les opérateurs téléphoniques vous invitent à imprimer vous-mêmes vos factures, les supermarchés ne vous remettent plus de sacs en plastique à la caisse; les vendeurs d'automobiles ou de chaudières multiplient les publicités pour vous exhorter à remplacer votre machine, forcément vieille et polluante, contre le dernier cri de la technologie. Chacune de ces actions, que nous rencontrons quotidiennement, illustre l'ambiguïté du développement durable.

Certes, ne pas envoyer des factures par courrier économise du papier et de l'énergie. Mais la mémoire numérique est beaucoup plus fragile qu'on ne le croit : les matériels changent, les supports se détériorent. Qui, en définitive, est bien obligé de l'imprimer, cette facture, pour en conserver une trace papier, trace qui peut servir de preuve un jour ? Vous. Ainsi, la charge d'acheter le papier et la cartouche d'encre - que les fabricants de cartouches vendent à des prix prohibitifs et vous obligent à remplacer régulièrement - est transférée du producteur au consommateur. [...]

Et le supermarché est doublement gagnant : non seulement le voici dispensé avec bonne conscience de vous fournir le service indispensable à vos courses, mais en plus il gagne de l'argent là où il en dépensait jusque-là. Le coût d'achat des emballages a été transféré sur le consommateur !

Sylvie BRUNEL, ***A qui profite le développement durable ?*** (Larousse/à dire vrai, 2008)